



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 11 mars 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

Les Affaires, 11 mars 2009 - 10% de chômeurs américains en 2010 ?

Le taux de chômage américain va avoisiner les 10% dans un an, portant à 13 millions le nombre d'Américains privés d'emploi, selon une étude de Reuters.

Ainsi, le taux de chômage aux États-Unis, qui évolue aux alentours de 8,1% en ce moment, un plus haut de 25 ans, devrait grimper à 9,6% dans les premiers mois de 2010 avant de reculer progressivement.

Dans cet environnement, l'inflation devrait rester atone. Pour les neuf premiers mois de l'année, l'indice des prix à la consommation devrait ressortir en baisse de 2,2%.

On devrait même assister à un commencement de reprise économique au troisième trimestre de 2009, mais dont les effets sur les principaux indicateurs économiques ne se feront sentir que plusieurs mois, voire trimestres, plus tard.

Les prévisions de l'étude de Reuters se basent sur la consultation de différents économistes américains de grandes institutions financières, dont Raymond James & Associates et JP Morgan.

Olivier Schmouker

L'Écho de Maskinongé, 10 mars 2009 - Guy André dépose un projet de loi pour aider les travailleurs en conflit de travail

Le député de Berthier-Maskinongé, Guy André, a déposé, hier, à la Chambre des communes, un projet de loi rétroactif qui rendrait admissibles à l'assurance-emploi les personnes ayant perdu leur emploi à la suite d'un conflit de travail, que ce soit un lock-out ou une grève. Ce projet de loi s'inscrit dans l'éventail des revendications du Bloc Québécois en matière d'assurance-emploi, dont la suppression immédiate de la pénalité de deux semaines lors d'une nouvelle demande de prestations d'assurance-emploi, un seuil d'admissibilité de 360 heures pour tous, une hausse des prestations de 55 à 60% du salaire gagné et l'augmentation de la rémunération assurable à 42 500 \$ ainsi que des modifications qui permettraient aux travailleurs autonomes d'avoir accès, sur une base volontaire, aux prestations de l'assurance-emploi.

Le député Guy André est intervenu en ces termes : «Alors que la crise économique entraîne des milliers de pertes d'emploi partout au Québec, le gouvernement fédéral se doit de soutenir ces personnes qui perdent leur emploi. C'est pour cela que le Bloc Québécois propose différentes mesures pour aider ces personnes, dont la bonification et l'augmentation de l'accessibilité au régime de l'assurance-emploi. À cet effet, je suis fier de déposer un projet de loi rétroactif qui rendra admissibles à l'assurance-emploi les personnes ayant perdu leur emploi à la suite d'un conflit de travail, que ce soit un lock-out ou une grève. Si ces personnes perdent leur emploi à la suite d'un long conflit de travail les empêchant ainsi d'accumuler des heures travaillées nécessaires pour avoir droit à l'assurance-emploi, maintenant le calcul de leur prestation se fera en fonction des semaines travaillées avant que ne débute le conflit de travail en question, peu importe la durée de celui-ci. Ainsi, ce projet de loi corrigera une lacune de la loi sur l'assurance-emploi et j'invite tous les députés à voter en faveur de celui-ci».

La Presse Canadienne, 10 mars 2009 - Flaherty presse le Sénat à adopter le budget fédéral sans attendre

Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a soutenu mardi que le Sénat devrait adopter le projet de mise en oeuvre du budget sans attendre, étant donné la crise économique que vit le Canada.

M. Flaherty a dit s'attendre à ce que la situation économique s'aggrave avant de reprendre une pente ascendante et prévoit une hausse du taux de chômage au cours des prochains mois.

Le ministre a appelé le Sénat à adopter rapidement le projet de mise en oeuvre du budget avant la relâche de la semaine prochaine.

M. Flaherty a affirmé que certaines mesures dans le budget fédéral pourraient être mises en branle dès maintenant, incluant une extension de cinq semaines des prestations d'assurance-emploi qui pourrait ajouter 2000 \$ aux revenus d'une personne sans emploi.

Le ministre a rejeté une requête du président du comité sénatorial sur les finances qui souhaitait que soit séparée la portion du projet de loi portant sur le plan de relance économique du reste du budget, soutenant que le budget en entier devait être approuvé.

Teamsters Canada, 10 mars 2009 - Le syndicat des Teamsters sur la Colline parlementaire

Teamsters Canada demeure présent sur la Colline du Parlement dans le cadre de sa défense active des intérêts de ses membres. Nous pensions que cela pourrait vous intéresser d'apprendre à quoi ressemble une journée de travail sur la Colline parlementaire.

Une issue intéressante de la campagne électorale de l'année dernière a été l'élection du néo-démocrate Don Davies dans la circonscription de Vancouver-Kingsway. Don est membre de la Section locale 31 du syndicat des Teamsters et représente un ajout de taille à la Chambre des communes. Notre lobbyiste Phil Benson a rencontré Don pour discuter d'enjeux touchant les transports, notamment la porte d'entrée du Pacifique. Don n'est pas le seul membre de la Chambre des communes à porter le nom Davies. Phil a également rencontré Libby Davies, députée néo-démocrate de la circonscription de Vancouver-Est, afin de discuter des modifications nécessaires au régime d'assurance-emploi. Prolonger la période de prestations est utile, mais madame Davies est également d'avis que les critères d'admissibilité à l'a.-e. applicables aux chômeurs doivent être assouplis.

Jim Karygiannis, député libéral de Scarborough-Agincourt, est un membre honoraire de la Section locale 938 du syndicat des Teamsters et on peut toujours compter sur lui pour défendre les droits des travailleurs. Durant une rencontre, nous avons discuté d'immigration et du besoin de resserrer l'émission de permis à des travailleurs temporaires.

Wayne Easter, député de Malpeque, est le porte-parole libéral en matière d'agriculture. Il nous a partagé ses idées sur le déclin de la ferme familiale et le fardeau de l'endettement qui pèse sur les épaules des agriculteurs. Nous avons discuté de la participation du syndicat des Teamsters aux industries de l'agriculture, laitière, de la transformation des aliments et des transports ainsi que de l'importance d'une industrie agricole viable pour l'industrie des transports. En effet, si les agriculteurs ne cultivent pas de produits, les industries du transport routier et ferroviaire en subiront les contrecoups.

Le député libéral de Newton-North Delta, Sukh Dhaliwal, siège au Comité permanent des transports et se montre très intéressé par non seulement les travaux du comité mais aussi tout ce qui touche les transports. Sukh a invoqué l'importance d'éliminer les goulots d'étranglement dans les transports et consulte Teamsters Canada pour trouver des solutions aux problèmes qui affligent les transports sur la côte ouest.

Plus tard dans la journée, Teamsters Canada a comparu devant le Comité permanent des transports pour y livrer sa présentation sur le projet de loi. Bien avant cette comparution, nous avons rencontré le député conservateur de Fort McMurray et secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Brian Jean, ainsi que le député conservateur d'Essex, Jeff Watson, pour discuter du projet de loi. Il semblerait que notre présentation ait reçu un accueil favorable.

Nous ne sommes pas aussi occupés tous les jours, mais Teamsters Canada participe aux délibérations de comités et rencontre des élus et des fonctionnaires quotidiennement pour faire avancer les intérêts de ses membres à Ottawa et d'un bout à l'autre du pays.

Le syndicat des Teamsters représente 125 000 membres au Canada dans tous les corps de métiers. La Fraternité internationale des Teamsters, à laquelle Teamsters Canada est affilié,

compte 1,4 million de membres en Amérique du Nord.

Renseignements : Stéphane Lacroix, directeur des communications, Teamsters Canada 514-609-5101

AP, 9 mars 2009 - Etats-Unis: la récession actuelle sera sans doute la plus longue de l'après-guerre

La récession qui frappe les Etats-Unis devrait durer au moins jusqu'en avril et devenir ainsi la plus longue de l'après-guerre dans le pays, dépassant les précédents épisodes de contraction économique de 1973-75 et 1981-82 qui avaient duré chacun 16 mois.

Des usines qui licencient, une inflation en hausse, un chômage atteignant des niveaux alarmants, les files d'attente aux soupes populaires qui s'allongent... la récession de la période 1981-82, sous la présidence de Ronald Reagan, a été largement considérée comme la pire aux Etats-Unis depuis la Grande Dépression des années 1930. Mais la crise que traverse aujourd'hui l'économie américaine pourrait être encore plus grave.

Le taux de chômage n'a pas encore atteint les niveaux de 1982 et le produit intérieur brut n'est pas tombé aussi bas qu'à l'époque. Les répercussions de la récession actuelle sont toutefois plus étendues et les incertitudes plus grandes qu'il y a 27 ans.

A l'époque, on savait que l'Amérique ne se dirigeait pas vers une situation aussi grave que durant la Grande Dépression, explique Murray Weidenbaum, président du Conseil économique de la Maison Blanche sous Ronald Reagan. "Il n'y a pas cette certitude aujourd'hui. Non seulement la récession est forte et étendue, mais beaucoup de gens craignent qu'elle ne dure longtemps et soit importante."

Depuis des mois, la presse américaine compare la crise actuelle avec celle qui avait commencé en juillet 1981 et s'était achevée en novembre 1982. En janvier, le secteur manufacturier a perdu 207.000 emplois sur un mois, le plus mauvais chiffre enregistré depuis octobre 82.

Février pourrait être le mois le pire, en terme de ventes, depuis 27 ans pour les constructeurs automobiles américains. Les ventes de logements neufs viennent de connaître leur plus mauvaise année depuis 1982. Et le nombre de chômeurs, qui s'élève désormais à 12,5 millions, est plus élevé qu'à l'époque.

"La plupart des gens pensent que c'est pire qu'en 1982", déclare John Steele Gordon, un historien de la finance. Même si peu d'Américains redoutent une réédition de la Grande Dépression, "cela va probablement être la pire récession de l'après-guerre".

Comme Ronald Reagan, Barack Obama tente d'entretenir l'espoir. Mais les Américains ne voient pas encore le bout du tunnel. La chute de l'immobilier et des actions a érodé leur patrimoine. Et ils craignent de perdre leur emploi, leur logement et leur épargne-retraite alors que les dépenses de santé pèsent sur leur budget.

Les consommateurs connaissent une crise de confiance et les banques restent dans une situation délicate. Le produit intérieur brut s'est contracté de 6,2% en rythme annuel au dernier trimestre 2008, le plus mauvais chiffre depuis 1982. Le taux de chômage, qui a atteint 8,1% en février, reste encore loin des 10,8% de novembre 1982, mais la récession n'est pas finie.

Les "cols bleus" ne sont pas les seuls affectés. Ceux qui sont coincés dans des logements qui valent moins désormais que leur emprunt immobilier souffrent également, de même que ceux dont le patrimoine dépend directement des performances de la bourse.

"Cette récession est plus large, profonde et compliquée que pratiquement tout ce que nous avons vu jusqu'ici", explique Mark Vitner, économiste de la société de services financiers Wachovia. "L'évolution globale des marchés du crédit a produit toutes sortes d'instruments financiers complexes", qu'il est difficile, voire impossible de "démêler", ajoute-t-il.

M. Vitner dit voir de la peur dans les yeux de ses clients. "Certains m'ont serré dans leurs bras après un entretien, ce qui est très inhabituel", confie-t-il. "Je ne leur ai pas fait miroiter une amélioration de la situation, mais ils se sentent simplement mieux en ayant une meilleure compréhension de ce qui se passe."

Deb Riechmann